



HAL
open science

La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie

Éric Brunat, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Éric Brunat, Jacques Fontanel. La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie. Éric Brunat; Georges-Henri Soutou; Frédéric Turpin. Union européenne - Russie : une relation particulière? : [actes du colloque, 13 et 14 décembre 2013, Annecy], 30, Université Savoie Mont Blanc; Laboratoire LLSETI, pp.79-96, 2015, Collection Sociétés, religions, politiques, 978-2-919732-41-8. hal-02016340

HAL Id: hal-02016340

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02016340v1>

Submitted on 12 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie¹

Eric Brunat²
Jacques Fontanel³

La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie

(avec Eric Brunat)

(Sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henrin Soutou et Frédéric Turpin)

Union européenne-Russie : une relation particulière,

Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry. 2015

Après la longue crise économique et politique qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, depuis le début du XXI^e siècle, la Russie se ressaisie et se fait de nouveau entendre dans le monde, notamment avec la poursuite des accords START, son appartenance au groupe de pression international BRICS, son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce et l'importance de ses ressources énergétiques (E. Brunat, 2012 & 2013). Les soubresauts des conflits internes (Tchéchénie) ou externes (Géorgie, Moldavie, Ukraine, notamment), vagues de ressac de l'effondrement de l'Union soviétique, témoignent de sa volonté de maintenir l'image d'un Etat fort, qui n'hésite pas à intervenir lorsqu'il estime ses droits à la puissance menacés.

Délaissées depuis la chute de l'URSS, les forces militaires russes ont d'abord subi une forte dégradation de leur puissance pendant les quinze premières années. Cette situation constituait un message fort d'un changement de priorités des dirigeants face à la nouvelle précarité d'une économie nationale embourbée dans une crise économique et systémique sans précédent (J. Fontanel, 1998 ; E. Brunat, J. Fontanel, 2002). D'autres causes peuvent aussi être évoquées comme l'absence de ressources d'innovations modernes disponibles, la corruption massive, mais aussi l'organisation stratifiée dans des

¹ Texte issu du Colloque 'Union européenne – Russie : une relation particulière?' tenu à la Présidence du Conseil général de Haute-Savoie à Annecy les 13 et 14 décembre 2013 puis présenté dans sa version finale à l'occasion du 6e Festival de Géopolitique, Grenoble Ecole de Management de Grenoble du 2 au 5 avril 2014. Fin de rédaction : avril 2014.

² Université de Savoie, économiste - hdr - laboratoire IREGÉ- ; ancien *senior economist* aux Nations Unies - PNUD en Russie, Biélorussie et Moldavie.

³ Université Pierre Mendès France de Grenoble, économiste - professeur émérite.

logiques archaïques, qui ont durablement handicapé l'économie et l'armée russes (J. Fontanel, I. Borissova, M. Ward, 1995 et J. Fontanel, O. Skharatan, 1998). En 2008, l'appareil militaire soviétique se caractérisait notamment par une disproportion des échelons de commandement entre l'administration centrale et les effectifs immédiatement opérationnels (sauf pour les troupes aéroportées et les forces stratégiques), un nombre excessif d'officiers et des matériels souvent vétustes, avec plus de la moitié des armes difficilement utilisables ou opérationnelles. En outre, la crise démographique posait un problème de disponibilité suffisante de la conscription. Enfin, les forces conventionnelles traditionnelles avaient perdu de leur importance, reléguées aux conflits d'échelle réduite (J. Fontanel, A. Karlik, 2005). L'endiguement de l'OTAN ou de la Chine reposait fondamentalement sur les seules forces stratégiques.

Avec la relance de l'économie fondée sur les ressources naturelles des matières premières et énergétiques, la Russie entend redevenir une grande puissance respectée (E. Brunat, 2010). Depuis lors, la Russie de Vladimir Poutine a fortement réagi, surtout après l'expérience géorgienne qui a mis en évidence les faiblesses militaires d'un pays qui veut être respecté et participer activement au concert des négociations internationales avec une image de force et d'alternative à l'espace occidental. Encerclée, la Russie se veut encore grande puissance et, pour réaliser cet objectif, elle a relancé et modernisé son armée, au moins, à l'origine, pour rester la puissance dominante et incontournable de la région. Cependant, l'évolution géostratégique du monde a conduit à l'élargissement de l'OTAN dans son domaine territorial autrefois réservé, la Russie perdant progressivement son champ d'influence. L'affaire d'Ukraine témoigne de son inquiétude, mais aussi d'une certaine finesse de sa stratégie.

La Russie « encerclée » se veut encore une grande puissance

Le bilan des opérations militaires menées depuis 1991 a révélé les failles de la force militaire russe. Si la première guerre de Tchétchénie en était déjà la démonstration la plus frappante et la plus sanglante, la guerre de Géorgie (août 2008) en constitue l'exemple le plus récent. C'est précisément à la suite de ce conflit que la Russie va lancer la réforme militaire la plus importante depuis la création de l'Armée Rouge en 1918. Les lacunes et déficiences dans les systèmes C4ISR (Command, Control, Communication, Computer Intelligence, Surveillance and Reconnaissance), recouvrant notamment la récolte de renseignement, l'analyse des situations, les interactions entre l'aviation et les forces terrestres et la prise de décisions, sont alors clairement décelées. L'équipement et le matériel des forces engagées en Géorgie se sont avérés dépassés, voire obsolètes. En outre, si les troupes d'élite et les soldats de métier

ont fait preuve d'une efficacité incontestable, une fracture entre la troupe des conscrits et le corps des officiers s'est manifestée. Autrefois fondée sur la conscription patriotique, l'appel au service militaire n'est plus aussi attractif dans la carrière des individus. La crise démographique qui réduit le nombre potentiel de conscrits, implique même un « retournement » de la doctrine russe, vers une armée de métier se substituant progressivement et partiellement à une conscription au potentiel insuffisant quantitativement et qualitativement face aux contraintes et nécessités des guerres modernes⁴.

Depuis 2008, sous la Présidence de Dmitri Medvedev, la Russie a pris en compte l'évolution des menaces pesant sur sa sécurité et elle a décidé de se préparer à affronter les conflits armés régionaux, dans un espace politico-économique encore instable. Au départ, elle a cependant décidé de valoriser les stratégies de dissuasion nucléaires et conventionnelles, afin de limiter les tactiques violentes expérimentées en Tchétchénie qui ont durablement abîmé son image internationale. Les autorités militaires russes ont pu constater que la plus grande partie de leur armement datait de l'époque soviétique. Elles ont revendiqué auprès des autorités politiques un effort très conséquent dans ce domaine afin de disposer d'armements modernes couvrant au moins 70 % des besoins dès 2010. Une réforme radicale devenait nécessaire, elle a été engagée par Dmitri Medvedev, poursuivie et accentuée par Vladimir Poutine. Porteuse d'une nouvelle approche stratégique, elle devait concerner l'ensemble des forces armées, elle visait à transformer la mobilisation de masse traditionnelle des armées russo-soviétiques, en une force professionnelle plus compacte et opérationnelle. L'effort est mis en évidence dans les Tableaux 1 et 2. Il est ensuite prévu d'augmenter annuellement les dépenses militaires de 11% entre 2011 et 2020. En 2010, le Kremlin s'est donné comme objectif d'investir 474 milliards d'euros d'ici à 2020. Pendant les élections présidentielles de 2012, Vladimir Poutine a promis à ses électeurs un réarmement «sans précédent» du pays, de l'ordre de 590 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2022, accompagné d'un triplement des salaires des militaires et doublement de leurs retraites (Figaro International, 2012). Evidemment, les dépenses militaires américaines sont incontestablement plus élevées (Tableau 2), mais il est aisé de constater que la Russie redevient une puissance militaire de premier plan, avec une ambition forte, celle de se faire respecter dans sa zone d'influence. Le budget de la défense pour 2013-2014 est en hausse, en termes réels comme en part du PIB. On peut cependant s'interroger si cette hausse est suffisante pour assurer le succès de la réforme, car il est nécessaire de reconstituer un capital militaire dans une période où l'économie nationale connaît de grandes difficultés économiques qui ne semblent pas seulement conjoncturelles.

Tableau 1 - Budgets militaires en milliards d'euros (prix et taux de change

⁴ Les observateurs notent que la proportion d'individus loyaux aptes intellectuellement, moralement et militairement au combat et prêts à se sacrifier pour la patrie ne cesse de diminuer.

constants), base SIPRI

Pays	2007	2009	2011	2012
Russie	35,2	60,7	71,9	90,7
USA	407,0	661,0	711,0	682,0
France	44,2	63,9	62,5	58,9

Tableau 2 - Pourcentage du total mondial, base SIPRI

Pays	2007	2009	2011	2013
Russie	3,7	4,0	4,1	5,2
USA	42,8	43,2	41,0	38,9
France	4,6	4,2	3,6	3,4

Si la perspective d'un conflit ouvert avec l'OTAN est improbable, les guerres conventionnelles conservent une forte probabilité de réalisation. Le conflit avec le Japon sur les îles Kouriles, l'illégitimité des frontières dans le Caucase du Sud ou en Asie centrale, la question de la Crimée et le statut spécial de Sébastopol (nécessaire à la défense de la Russie avec une ouverture vers les mers chaudes), la sécurité des ressources énergétiques et hydrauliques et les facteurs d'instabilité permanente de la région du Sud supposent la mise en place d'une force de projection mobile et compétente dans les situations de conflits traditionnels et la lutte contre le terrorisme. Cependant, le retard technologique et logistique de l'Armée rouge sur les forces occidentales est encore conséquent, même si, du fait de sa puissance nucléaire, la Russie reste l'un des pivots d'un monde multipolaire. La modernisation de l'armée russe répond à un dessein géopolitique de puissance et de reconnaissance.

La Russie entend redevenir à minima une grande puissance régionale exerçant une influence dominante sur l'Est européen, les anciennes républiques soviétiques et les pays asiatiques. Elle veut conserver son aire d'influence face à la Chine, au Japon, aux Etats-Unis et à l'Europe (M. Entin, 2007 ; I. Facon, 2010 ; M. Vanderberghe, 2011). Or, elle a le sentiment d'une absence d'empathie à son égard et elle souffre du syndrome de l'encercllement. Dans ce contexte, elle redoute pour sa sécurité politico-économique et pour ses valeurs de civilisation. C'est pourquoi cette volonté de sécurité conduit la Russie à restaurer l'efficacité de son industrie militaire après les années perdues dans la première décennie de sa renaissance.

Le complexe militaro-industriel russe reprend progressivement son influence dans le pays. La Russie s'engage encore plus fermement dans une production d'armes en grande série. Face à son potentiel technologique écorné par quinze années d'absence de recherche-développement efficace, la modernisation militaire se traduit notamment par de nombreuses coopérations industrielles avec les pays européens. La France et la Russie ont ainsi signé un accord prévoyant la fabrication de quatre navires de type Mistral pour la marine

russe, deux étant produits en France et deux en Russie. Elle a négocié aussi l'achat d'équipements FELIN⁵, la fourniture de véhicules blindés de l'Italie, les blindages légers d'Allemagne. Des partenariats pour l'acquisition de fusils de précision, de drones d'équipements destinés à l'aviation, de systèmes de missiles balistiques ou de défense antiaériennes, mais aussi dans les activités spatiales⁶, sont activement recherchés. Le réarmement des forces aériennes est particulièrement actif, les volumes de production continuant à croître, concernant notamment les nouveaux modèles d'armes. La production relancée des avions civils permet d'envisager sérieusement la restauration de l'industrie aérospatiale, laquelle stimule la demande du pays en composants de haute technologie et en services, ce qui, à l'avenir, peut avoir une influence positive sur l'économie en général.

Les processus actuels engagent l'image de l'armée russe pour des décennies (J. Fontanel, F. Marchal, 2011). La Russie est, après les Etats-Unis, le deuxième exportateur d'armes du monde. L'Inde est de loin le plus grand importateur d'armes de la Russie, mais le Kremlin est aussi le fournisseur du régime d'Assad en Syrie, de l'Iran, de l'Irak et de l'Afghanistan (S. Rosefielde, 2005). En février 2014, le Directeur de Rosoboronexport a indiqué que la Russie livrerait des systèmes de défense antiaérienne et du matériel militaire à la Syrie.

La réforme militaire se propose de créer des forces armées modernes et mobiles, capables de dissuader l'apparition de guerres élargies, tout en étant capable de s'exercer efficacement dans des conflits locaux.

Les grandes lignes de la réforme militaire

En l'état, les forces stratégiques russes ne peuvent pas être transformées radicalement, car elles doivent d'abord respecter les engagements du nouveau Traité START (2010). Dans ce cadre, le nombre de missiles et de charges nucléaires sera réduit d'un tiers d'ici à 2016. S'étendant jusqu'à 2020, la nouvelle doctrine militaire semble laisser moins de place à la question nucléaire. Cependant, 10 % du budget global de la réforme seront consacrés au perfectionnement des armes nucléaires, qui constituent, dans le système de sécurité russe, le bouclier qui préserve la Russie des menaces extérieures, notamment dans l'attente du développement organisé des forces classiques. La priorité implicite, espérée provisoire, reste encore donnée à l'amélioration des forces nucléaires et stratégiques et au déploiement de la force aérospatiale. Moscou s'arroge d'ailleurs le droit, en cas de danger, d'effectuer des frappes nucléaires préventives... La nouvelle doctrine militaire propose aussi l'usage d'armes non létales, notamment l'exercice de cyber-attaques déjà bien

⁵ Fantassin à équipements et liaisons intégrés, du français Sagem Défense Sécurité.

⁶ Les systèmes satellitaires d'observation et de reconnaissance militaire constituent une faiblesse difficile à supporter pour la Russie.

maîtrisées par les services russes. Elle analyse les “nouveaux risques”, parmi lesquels elle insiste sur la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme international, mais aussi l’élargissement de l’OTAN à ses frontières ou la sécurisation de son réseau énergétique, deux situations qui ne manquent pas de l’inquiéter.

Les effectifs de 1.350.000 de soldats, dont 180.000 seulement d’active en 2007, ont été limités à 1 million de combattants dès 2012. En 2017, l’armée prévoit 425.000 soldats d’active, mieux rémunérés. Un des enjeux majeurs de la réforme est d’augmenter la part du recrutement sous contrat. Cependant, aujourd’hui, les nouvelles recrues disposent de qualifications professionnelles inadaptées et les soldats volontaires sont encore trop peu nombreux. Dmitri Medvedev a cherché à encourager les carrières militaires et à limiter le nombre de réfractaires à la conscription. Un programme fédéral a été mis en place en vue d’élargir le recrutement sous contrat de 30% à 50 % du total des personnels, mais il a échoué (seulement 190.000 des 350.000 soldats espérés ont été recrutés). Aujourd’hui, cet objectif prend un peu plus de consistance, et le métier de soldat semble être enfin reconnu dans toutes les couches de la population. A échéance de quelques années, le nombre d’officiers doit passer de 335.000 à 150.000 et la réduction des effectifs de l’administration centrale de 51300 personnes à 13400.

Une nouvelle structure de commandement est mise en place, avec 4 commandements stratégiques multiservices (Ouest, Sud, Centre, Est). Pourtant, du fait même du risque de guerre, l’option d’une petite armée de métier ne peut pas toujours convenir à toutes les situations, il faut notamment des forces armées importantes prêtes au combat et mieux entraînées et formées. La réforme suppose une réduction du nombre d’unités, la restructuration de l’armée de terre en brigades, la réduction des niveaux de commandement supérieurs de quatre à trois, la réorganisation de l’armée de l’air et de la défense antiaérienne en bases aériennes et bases de défense antiaérienne, la centralisation du réseau d’éducation militaire et l’externalisation envisagée de la logistique. La réorganisation entérine la renonciation au modèle soviétique pour l’adoption d’un modèle restreint avec des unités professionnelles mieux préparées. Cette démarche a été suivie avec célérité, paradoxalement grâce au modèle soviétique qui avait établi une hiérarchie des unités en fonction de leur qualité. Créée en 2009, les 23 divisions réorganisées en 85 brigades (40 interarmes⁷, 45 d’appui⁸) sont aujourd’hui bien équipées⁹ et prêtes au combat. D’ici 2015, trois types de

⁷ Dont 4 brigades blindées, 35 brigades de fusiliers motorisés et une brigade de forteresse. Chacune d’elles comprend en outre deux bataillons d’artillerie et un de LRM (lance-roquettes multiple ou LRM, est un système d’armes monté sur un châssis de char ou de camion), un bataillon de SAM (système anti-missile), un bataillon d’artillerie antiaérienne, un du génie, un de transmissions, un de maintenance, un de logistique, et une compagnie de reconnaissance.

⁸ Dont 9 brigades de missiles, 13 d’artillerie (y compris 4 de fusées), 9 de défense anti-missiles, 1 d’ingénieurs, 7 brigades de forces spéciales, 3 de guerre électronique et une de reconnaissance basée à Mozdok (Caucase-Nord).

⁹ Le rythme du réarmement de l’armée de terre n’est pas encore assez soutenu. En attendant des équipements de nouvelle génération, les appareils de l’armée de terre sont réparés et modernisés. La part des équipements

brigades seront formées : les brigades lourdes les mieux préparées et équipées, les brigades moyennes dotées de véhicules sur roues et utilisées dans les opérations de réaction rapide, et les brigades légères surtout de reconnaissance. Le programme d'acquisition de matériel pour l'armée de terre (2010-2020) vise à ce que 70% de l'équipement opérationnel et logistique militaire terrestre soit renouvelé, pour un coût dépassant 450 milliards de dollars¹⁰.

La structure de l'armée de l'air datant de 1938 est enfin abandonnée. Pour être plus efficace et mieux contrôlée, l'aviation militaire revient à la structure simple suivante : « une base = un régiment ». Les régiments aériens sont remplacés par des bases aériennes, avec une structure de commandement, de 1 à 7 escadrons, et un bataillon de maintenance. Il s'agit d'intégrer les éléments terrestres et aériens dans une seule et même base. Depuis 2009, la Russie dispose de 52 bases aériennes¹¹ et le nombre d'unités dans l'armée de l'air et la défense antiaérienne passe de 340 à 180. A terme, il devrait n'y avoir plus que 10 bases aériennes (en incluant les deux bases aéronavales) disposant de 2 à 3 aérodromes. Les défenses antiaériennes comprennent aussi la défense spatiale¹².

La marine ne fait pas l'objet de réorganisation particulière, même si la création d'un groupe stratégique de dissuasion non nucléaire sera constituée de sous-marins polyvalents à la fois nucléaires et classiques. La réforme cherche plus à simplifier la structure organisationnelle, elle vise notamment la réduction du nombre d'unités de 240 à 123. La marine dispose du sous-marin nucléaire d'attaque Severodvinsk, encore en phase de test, équipé de missiles de croisière Calibre et Onyx capables de détruire des cibles au sol à une distance d'environ 500 kilomètres. Dans ce cadre, elle doit aussi recevoir huit sous-marins nucléaires stratégiques, munis de douze missiles Boulava et seize torpilles Tsakra. La modernisation des sous-marins nucléaires d'attaque de troisième génération et la construction d'une nouvelle génération de submersibles permettent d'améliorer les capacités d'action des sous-marins d'attaque, avec l'utilisation de systèmes robotisés (Al Manar, 2014). En 2013, la Marine a reçu deux nouveaux sous-marins de classe 955 Boreï et un sous-marin nucléaire de classe 885 Iassen. Les deux sous-marins sont construits en série et le rythme de cette construction ne fera qu'augmenter (Al Manar, 2013). Environ 132 milliards de dollars sont prévus pour moderniser la Marine d'ici à 2020 et augmenter le nombre de ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Enfin, le port syrien de Tartous constitue l'unique base de la marine russe en Méditerranée, ce qui explique en partie l'attachement de la Russie à la

nouveaux ou modernisés de l'armée de terre a atteint 21 %, alors qu'il y a 7 ans, elle ne dépassait pas plus de 4 à 5 %.

¹⁰ Le programme de modernisation prévoit l'achat de 100 nouveaux bâtiments de guerre, dont cinquante sous-marins nucléaires équipés des missiles balistiques intercontinentaux (missiles Boulava), d'une portée de 8.000 kilomètres et transportant chacun dix ogives nucléaires.

¹¹ Elles remplacent 72 régiments aériens, 14 bases aériennes et 12 escadrons aériens dont disposait la Fédération de Russie.

¹² Il existe alors 13 brigades de défense aérospatiale.

Syrie d'Assad¹³. Cette réforme accorde enfin une faible part (10%) à la recherche et développement (secteur à fort potentiel de corruption).

La capacité de l'industrie de défense russe de mener ces programmes ambitieux reste encore à démontrer. Il faut noter en effet que la plupart des dépenses prévues dépendront implicitement du prix et des réserves des hydrocarbures dans le monde. En cas de conflit avec ses clients, le prix à payer sera très lourd pour la Russie, de l'ordre de plusieurs points du taux de croissance annuel (de 5 à 15 % selon les estimations et les opérations engagées) pour la période allant de 2014 à 2020. Les montants du budget alloué à la défense sur cette période sont dépendants de l'évolution des marchés des hydrocarbures et de la situation géopolitique de la région de l'Est européen. La fragilité de l'économie et la crise démographique sont de sérieuses menaces pour la reconnaissance de la puissance de la Russie par la communauté internationale. Cependant, indéniablement, du fait de ses stocks d'armes nucléaires, la Russie reste une grande puissance militaire, qu'il est évidemment impossible d'attaquer de front. Dans ces conditions, la Russie se sent suffisamment forte pour prendre quelques leçons de la part de Sun Tzu (G. Hobballah, 2014) et savoir les appliquer dans des contextes pour le moins conflictuels et dangereux pour la paix.

La stratégie de la Russie en Ukraine et les leçons de Sun Tzu¹⁴

La stratégie militaire de la Russie dans l'affaire de la Crimée s'est inspirée des enseignements de Sun Tzu (Sun Tse), qui consiste à utiliser la ruse pour conduire l'ennemi à refuser le combat direct, à déposer les armes ou à se rendre avant même d'avoir commencé à combattre. Il faut savoir gagner une guerre sans combattre ou le faire à minima, en douceur, au regard des enjeux. Il est possible de mettre en évidence plusieurs comportements et décisions de la Russie de Vladimir Poutine qui pourraient être inspirés par les tactiques et stratégies préconisées par Sun Tzu, 6 siècles avant Jésus-Christ.

- Première leçon : « Pour le bon stratège, l'essentiel est dans la victoire et non pas dans les opérations prolongées ». Seul le résultat final de l'ensemble des opérations importe. L'Occident souhaite l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, privant ainsi, à terme, la Russie de son accès à la Méditerranée, via la Mer noire, sa seule mer praticable l'hiver. La perte de la Crimée, dans son espace d'influence indirecte constituerait, pour la

¹³ Chypre aurait bien accepté l'utilisation de la base navale de Limassol dans le cadre d'une négociation sur le renflouement des banques cypristes, mais l'Union européenne s'y est fermement opposée.

¹⁴Voir Sun Tzu, édition revue, Flammarion, 2008.

Russie, une défaite difficilement supportable, obtenue sans combattre, simplement par la mise en place d'accords susceptibles de rendre l'adhésion de la Crimée à l'Union européenne irréversible. Dans le cas d'espèce, c'est l'Occident qui dispose de l'avantage diplomatique et politique et il fixe le rythme des événements. Face au pouvoir corrompu et incontrôlable de Viktor Ianoukovitch, les pays occidentaux soutiennent la rébellion en faveur d'une adhésion rapide à l'Union européenne. La Russie sent que cette situation lui échappe à moins d'utiliser la force de l'autre pour mieux le faire chuter.

- Deuxième leçon, il faut feindre une forme d'impuissance d'action face au conflit potentiel, en refusant d'endosser a priori, avec calme, une position jugée belliqueuse. Dans un premier temps, la Russie a choisi une stratégie d'invisibilité et de silence, comme si son chef d'Etat était seulement intéressé par l'image positive fournie par les Jeux Olympiques de Sotchi. Elle n'est cependant pas restée sans réagir, mais ses actions ont été engagées de manière discrète, en sous-main, appuyée par les citoyens de Crimée russophones et déçus par l'instabilité politique de l'Ukraine. La Russie a eu le temps de relever les erreurs et les approximations de ses adversaires (E. Brunat, 2014). Le silence qu'elle s'est imposée a laissé supposer qu'elle hésitait à agir, non convaincue par la légitimité ou l'efficacité de son action.

- Troisième leçon : « Celui qui pousse l'ennemi à se déplacer en lui faisant miroiter une opportunité s'assure la supériorité. » Il est nécessaire d'orienter l'adversaire là où vous l'attendez. La Russie s'interroge, à juste titre, sur le respect du droit international, d'autant plus qu'elle a 'la preuve' que les Etats-Unis financent et arment les rebelles et l'opposition. Le changement de pouvoir devient inéluctable en Ukraine, les responsables politiques occidentaux se rendent souvent à Kiev, comme s'ils étaient les conseillers privés des forces d'opposition à un pouvoir que la Russie soutient encore. Or, Viktor Ianoukovitch a été élu légalement. L'intervention indirecte des Occidentaux n'est pas nécessairement conforme au droit international, d'autant que les élections sont prévues dans un an et même auraient pu être avancées à la suite des premières négociations engagées, sous l'égide des émissaires européens, entre les belligérants ukrainiens.

- Quatrième leçon : Il faut attendre l'erreur de l'adversaire pour lui asséner une réponse forte, que l'adversaire n'attend pas nécessairement.

Les violences et la fuite de Viktor Ianoukovitch sont l'occasion du réveil officiel de Poutine. L'Europe et les Etats-Unis l'ont soutenu quand celui-ci semblait favorable à l'accord, mais ils l'ont abandonné à ses turpitudes lorsqu'il est revenu dans le giron russe. Au fond, peu importe qui gouverne l'Ukraine à condition qu'elle s'engage dans une politique favorable à l'OTAN, via son adhésion future à l'Union européenne. L'Occident a soutenu la révolution populaire, en faisant appel à la notion de démocratie, alors même que les violences de la rue ne peuvent remplacer les élections, pourtant proches. Sur la place Maïdan de Kiev, la colère a été bien entretenue et guidée. Le 19 février, les manifestants « pacifistes » ont lancé un assaut sur la police, conclu par la mort de 26 personnes. Il semble soudain que le respect des valeurs démocratiques, nécessairement favorables à l'Union européenne, ne puisse plus attendre. Le vote légitime précédent est alors considéré comme nul et un nouveau gouvernement jugé « démocratique » par les émeutiers et les pays occidentaux est installé, sans vote populaire. Arseni Iatseniouk devient Premier Ministre. C'est aussi un piège ; de manière factuelle, la démocratie n'est plus respectée. La Russie ressent l'effet d'encerclement que semblent vouloir lui imposer les pays de l'Ouest. Ce qu'il faut combattre, c'est la puissance de la Russie jugée anachroniquement impérialiste. La réponse ne se fait alors pas attendre. Puisque les pro-russes de Crimée se battent pour le rattachement de la presque île à la Russie, Vladimir Poutine propose le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (principe toujours revendiqué par le droit international). Le Parlement de Crimée, acquis à sa cause, organise un référendum, lequel constitue une étape essentielle du caractère de l'action de la Russie face à ses adversaires et plus généralement face à l'Histoire. Si la Crimée veut revenir démocratiquement dans la Fédération de Russie, elle doit y être reçue. Dans ce contexte, la pression populaire justifie la présence d'abord officieuse, puis officielle, de la Russie en Crimée. Ainsi, Vladimir Poutine indique son ferme refus à la signature de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne, qui lui semble n'être qu'une simple introduction future à une adhésion à l'OTAN, occasion rêvée pour les Occidentaux de ne plus renouveler à terme la location de la base maritime de Sébastopol à la marine russe. La demande d'union de la Crimée à la Russie était alors inéluctable au regard des exigences de l'opposition ukrainienne. La victoire à tout prix était nécessaire, car aucun compromis ne pouvait être trouvé, sauf un statu quo fragile qui aurait ensuite tracé le chemin d'une neutralisation de Sébastopol et de son accord militaire limité dans le temps. Au fond, pour Vladimir Poutine, toute l'opération est « montée » contre la Russie. Il lui reste la solution

référendaire de la Crimée. Le fait que la Crimée préfère la Russie à l'Europe la rend légitime. C'est la solution que Vladimir Poutine va imposer, dans une opération au moins aussi « légitime » que celle engagée avec les émeutiers de Kiev.

- Cinquième leçon. La rétention de l'information ou son caractère volontairement erroné permet de donner « le temps au temps » (J. Fontanel, 2010). Au départ, Poutine affirme qu'il n'y a pas de troupes russes en Crimée. Les Etats-Unis et l'Europe considèrent qu'il s'agit là d'un mensonge, ils ont des preuves, mais les images télévisées font référence à des personnes en uniformes sans écussons distinctifs, se déclarant plutôt Ukrainiens pro-russes ou refusant de parler. Les gouvernements occidentaux réunis à Paris soulèvent déjà la question des sanctions contre la Russie. Les négociations et discussions entre les alliés prennent du temps et permettent à la Russie de poursuivre son action avec un art consommé de la stratégie. Très rapidement, le Parlement de Crimée demande à l'unanimité son rattachement à la Russie, lequel sera validé ensuite par un référendum plébiscitaire. Les Européens ont sans doute manqué de vision politique en se précipitant pour reconnaître le nouveau gouvernement de Kiev au nom du droit alors qu'à la suite du 21 février 2014 il y a eu une interruption de l'ordre constitutionnel (la Cour Constitutionnelle étant dissoute) et de ce fait le principe du référendum en Crimée devenait ni légal ni illégal (E. Brunat, 2014)! Il aurait fallu organiser une conférence internationale avec l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie pour discuter de l'avenir et soutenir le principe d'un gouvernement de concorde nationale. Les puissances occidentales sont donc prises de court. La Crimée nationalise alors le secteur pétrolier et gazier. Les entreprises publiques deviennent des entreprises russes. Pour Vladimir Poutine, la démocratie a fourni son verdict. Le monde se trouve alors devant un « fait accompli », les opposants à cette solution n'ont pas eu le temps de réagir efficacement. La Russie met alors au point une stratégie d'information pour justifier ses actions. Aujourd'hui, la référence au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a souvent été développée à la tribune de l'ONU. S'il est vrai que la Crimée au moment de l'effondrement de la Russie a souhaité rejoindre la souveraineté de l'Ukraine¹⁵, aujourd'hui, devant l'instabilité politique de ce pays, les citoyens préfèrent redevenir membre de la Fédération de Russie (sans en mesurer pleinement toutes les conséquences notamment en matière de conscription abolie en Ukraine depuis la fin 2013). Comment accepter les arguments de la

¹⁵ Au prix, aussi, d'une dénucléarisation de l'Ukraine.

communauté internationale pour justifier l'indépendance de nombreux Etats dans les Balkans s'ils ne sont plus applicables au cas de la Crimée ? Certes, le rejet par Poutine de l'ordre international issu du second conflit mondial, puis de la guerre froide, semble poser un autre problème de légitimité, mais les peuples ont-ils encore un droit à disposer d'eux-mêmes, notamment pendant des événements de type insurrectionnel, face à un Etat corrompu et au fonctionnement autocratique ? Au regard d'un OTAN tentaculaire, la Crimée aurait pu se sentir plus proche des références européennes. Or, ce n'est pas le cas. Le passage de l'Ukraine comme membre de l'Europe n'est pas souhaité non plus par les citoyens de la presque île.

- Sixième leçon : La guerre n'est pas une fin en soi. L'armée est victorieuse lorsqu'elle n'a presque pas besoin de livrer bataille. Il ne faut engager le conflit armé que si la victoire est probable. C'est parfois le prix à payer pour une paix juste, celle que souhaitent tous les hommes. Avec le référendum de mars, la Russie justifie son action, laquelle n'a pas eu besoin d'un sérieux appui militaire. La puissance militaire russe était plus présente dans les esprits que dans les faits. L'art de faire la guerre consiste justement à réduire les dommages collatéraux au regard de ses propres objectifs. La victoire n'est vraiment avérée que si son prix n'excède pas les avantages reçus en échange. Aujourd'hui, il s'agit de convaincre les adversaires du caractère irrémédiable de l'union entre la Russie et la Crimée. Certains des opposants se sont enfuis, mais il n'y a pas eu d'incendie des lieux ni de destruction de richesses. Si l'opposition reste présente, la haine ne semble pas être engagée dans un chemin déterminé de combat éternel. Certes les Tatars, qui avaient déjà été exilés en Sibérie depuis de longues années et souvent revenus à l'indépendance de l'Ukraine sont dans une situation délicate peu considérée. La notion de « real politik » s'intéresse souvent peu ou marginalement à la cruauté des situations.

- Septième leçon : Vladimir Poutine a obtenu l'appui de son peuple. Il a sans doute renforcé temporairement¹⁶ son pouvoir personnel par cette action. Le refus d'accepter les propositions des pays de l'OTAN est perçu positivement par les citoyens russes. Au fond, Vladimir Poutine n'attaque

¹⁶ Hors crise ukrainienne la croissance de l'économie de la Russie en 2013 n'est que de 1,3%, soit un résultat très insuffisant pour un pays 'réémergent' dont la transformation vers des formes d'économie de marché n'est pas achevée (Bank of Finland Institute for Economies in Transition, avril, 2014).

personne directement. Il a utilisé la ruse et un stratagème efficace pour la sécurité nationale de son pays, sans avoir, pour l'instant du moins, fait payer son obligé du prix du sang. Dans ce contexte, tout ennemi peut devenir ensuite un allié. L'Histoire apaise souvent les rancœurs quand les luttes n'ont pas été violentes dans le temps et dans l'espace. Aujourd'hui Vladimir Poutine peut aussi agir sur l'avenir de l'Ukraine. L'élection du Président de l'Ukraine peut faire resurgir les conflits internes de ce pays. Il est difficile de prévoir exactement quels seront les résultats dans un pays dans lequel la corruption est généralisée et le développement économique en arrêt. Dans ce cas, d'autres régions peuvent souhaiter leur indépendance ou une plus grande autonomie. Face à cette situation, il faudra bien à nouveau renégocier avec la Russie de Poutine. La violence des sanctions à son égard peut le conduire à des actions intransigeantes qui rendent l'Ukraine ingouvernable, tout en maintenant de nouvelles régions rebelles dans une situation comparable à celles de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie ou de la Transnistrie.

- Huitième leçon : L'embarras de l'adversaire quant aux mesures à prendre, à l'exception d'actes guerriers, est évident. La Russie a bien intégré les limites de l'instrument militaire. Elle sait que l'arme économique sera évoquée. Il s'agit alors pour Vladimir Poutine, dans la perspective des élections, de déstabiliser et de mobiliser plus de protestataires pro-russes contre le gouvernement ukrainien autoproclamé. C'est en refusant d'attendre les futures élections en Ukraine que Vladimir Poutine a pris ses adversaires de vitesse. Aujourd'hui, il peut se prévaloir d'un assentiment électoral que le gouvernement ukrainien ne peut revendiquer. La Russie est capable aussi d'agir sur les futures élections, en menaçant de couper les ponts avec les circuits économiques de sous-traitance instaurés en Ukraine, mettant ainsi nombre d'entreprises ukrainiennes en grande difficulté. Aujourd'hui, la Russie bloque les observateurs de l'OSCE et le déploiement d'une mission d'observateurs dans la zone frontalière destinée à vérifier le blocus imposé par la Russie sur l'exportation des produits ukrainiens. Le mécontentement de certaines régions lié aux difficultés économiques peut se retourner contre ses adversaires ukrainiens au pouvoir, mettant ainsi en évidence la légitimité de son action. La réponse des pays de l'UE peut consister à faire de nouvelles commandes aux groupes industriels ukrainiens, notamment dans le secteur de l'acier ou de la chimie, mais la crise économique qui touche nombre de pays européens ne facilite pas l'opération. En cas d'embargo ou de guerre économique prononcé à l'encontre de la Russie, le coût à payer serait conséquent pour les Européens, au regard de

l'augmentation du prix des matières énergétiques qui en résulteraient. Il est probable que dans le cas d'espèce, les intérêts des Etats-Unis, riches en pétrole et gaz, ne sont pas les mêmes que ceux de l'Allemagne ou de la France, dépendants du pétrole et du gaz, notamment en provenance de Russie. Lorsque les intérêts de l'alliance que forment vos ennemis sont divergents, la reprise des négociations est à terme inéluctable.

- Neuvième leçon: La Russie doit se trouver des Alliés. Si elle subit des sanctions plus ou moins graves de la part des Occidentaux, il semble bien que de grands pays comme l'Inde ou la Chine soient moins engagés dans la résolution de ce conflit. Vladimir Poutine se rapproche de ces pays (notamment dans le cadre du groupement BRICS), il change progressivement de cap d'alliance, tout en mesurant les interdépendances et le poids de ses atouts économiques. Dans ce cas, le pays ne sera pas si isolé que cela, à moins de fermer ses ressources énergétiques à tous les marchés asiatiques. Cependant, le coût à payer serait conséquent pour les Européens, au regard de l'augmentation du prix des matières énergétiques qui en résulteraient, dans une situation de crise économique et sociale particulièrement virulente.

- Dixième leçon : Les citoyens européens ne souhaitent pas s'engager dans un conflit armé pour une Crimée plutôt russophone. Poutine teste jusqu'où il peut aller dans son action de puissance et il mesure les moyens d'action à la disposition de l'Europe. Il reste les sanctions économiques. Seules celles de troisième niveau, les plus hautes, auraient un impact. Elles concernent les transactions bancaires et les sources de revenus budgétaires majeurs pour la Russie. Les Chancelleries occidentales menacent les oligarques ukrainiens d'être inscrits sur la liste noire des Etats-Unis et de l'Europe en cas d'action contre la rébellion populaire de Kiev ou en faveur de la Crimée réunie à la Russie, avec gel de leurs avoirs. Pour avoir un impact rapide, il faut mettre en œuvre des sanctions de haute intensité, ou alors les inscrire dans le temps. Si la Turquie s'interroge à juste titre sur l'avenir des Tatars, elle n'oublie pas non plus que les exportations de pétrole passant par le Bosphore représentent plus de 100 milliards d'euros par an. Dans ce contexte, une action brutale ne ferait qu'aggraver la pression sur le marché et conduirait à un effet pervers, la hausse brutale du baril de brut.

La Russie de Poutine n'a pas bonne presse dans l'opinion publique internationale. Après les retours positifs, malgré son coût excessif, des JO de Sotchi, la Russie traverse une nouvelle période de son histoire qui la remet au ban des chancelleries occidentales. Elle n'en a cure, convaincue

de son bon droit. Il n'est d'ailleurs pas certain que les rodomontades des pays occidentaux aboutissent à des résultats stratégiques concluants. Encore une fois, ils auront mal respecté les principes édictés par Sun Tse, si clairvoyants sur l'opportunité des guerres et les règles à respecter en temps de paix. Poutine poursuit son grand objectif, celui de replacer la Russie sur le devant de la scène internationale et de recréer dans ce but une sphère d'influence autour d'elle. Il ressent clairement l'élargissement de l'OTAN comme une menace directe adressée à son pays, la Russie. Ce point doit être considéré au centre des discussions d'apaisement.

Bibliographie

- Al Manar ; (2014) , « La marine russe se dotera d'armes conventionnelles de haute précision, Infos d'Al Manar, 19 mars.
<http://image.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=2&cid=33&frid=19&seccatid=33&eid=161720>
- Al Manar ; (2013), « 2013 : Bilan des réformes militaires russes », Infos d'Al Manar,
<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=19&frid=19&eid=148256>
- Figaro International ; (2012), L'armée russe se réforme dans la douleur, 22 avril.
<http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/22/01003-20120422ARTFIG00202-1-armee-russe-se-reforme-dans-la-douleur.php>
- Bank of Finland Institute for Economies in Transition ; (2014), BOFIT Russia statistics, April.
http://www.suomenpankki.fi/bofit_en/seuranta/venajatilastot/Pages/default.aspx
- Brunat E., Fontanel J. ; (2002), Les fondements économiques du réarmement, pp. 261 – 274, dans J. Fontanel, Globalisation économique et sécurité internationale, Introduction à la géoéconomie, Avant-propos de K. Arrow, Editions Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble. 304 p.
- Brunat E. ; (2010), L'économie russe : modernisation, crise et géo-économie, pp. 157 – 184, in Annuaire Français de Relations Internationales, Vol. XI, La Documentation Française & Editions Bruylant, 1138 p., Paris & Bruxelles.
- Brunat E. ; (2012), Chapter 8: The Russian Economy pp. 209 - 248 in S. Rosefielde, M. Kuboniwa, S. Mizobata (eds), Two Asias: The Emerging Postcrisis Divide, World Scientific Publishing Co. Pte. Ltd, Singapore, 472 p.
- Brunat E. ; (2013), Croissance recouvrée et problèmes structurels : les fragilités d'une nouvelle émergence économique et sociale en Russie, dans M. Matmati (dir.), Basculement économique et géopolitique du monde : poids et diversité des pays émergents, Editions l'Harmattan 2013, pp. 99 - 124.
- Brunat E. ; (2014), Poutine a profité des erreurs des Occidentaux, L'Eco des Pays de Savoie, n°15/1291, 11 au 17 avril.
- Entin M. ; (2007), Relations entre la Russie et l'Union européenne : hier, aujourd'hui et demain, Géographie, automne, n°43, pp. 35 – 57
- Facon I. ; (2010), Russie, les chemins de la puissance, Ed. Artège, Coll. Initiation à la géopolitique, Perpignan, 191 p.
- Fontanel J., Borissova I, Ward M. ; (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, Defence and Peace Economics, Vol. 6.3.

- Fontanel J. ; (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Coll. Débats, Grenoble.
- Fontanel J., Skharatan O. ; (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex, Defence and Peace Economics, Vol. 9.
- Fontanel J., Karlik A. ; (2005), L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ?, Innovation. n° 20, pp. 81-108, 1^{er} trimestre.
- Fontanel J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités L'Harmattan, Paris.
- Fontanel J, Marchal F. ; (2011), Le réveil de l'industrie d'armement russe (avec Frédéric Marchal), in E. Brunat (dir.), La résurgence de la Russie, Série « les Grands émergents », Société de Stratégie, AGIR n°45, Février.
- Hobballah G. ; (2014), Gagner la guerre sans combattre selon Sun Tzu : l'exemple de la Russie en Crimée. Infos Al Manar.
<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=2&cid=438&frid=19&seccatid=438&eid=162127>
- Rosefielde S. ; (2005), Russia in the 21st Century, the prodigal superpower, Cambridge Uni. Press, Cambridge, UK, 244 p.
- Sun Tzu ; (édition revue 2008), L'art de la guerre, Flammarion, Champs classiques, 338 p.
- Vanderberghe M. ; (2011), Le renouveau de la puissance russe face à l'Europe, Regards sur l'Est (ressource en ligne), 10 avril.
http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1187